

La circulation du discours international sur l'approche femmes et villes au  
Vietnam

18<sup>e</sup> Colloque de la Relève VRM

Côté-Douyon, Mélissa

Programme de doctorat en Études urbaines

INRS - Centre Urbanisation Culture Société

Sous la direction de : Julie-Anne Boudreau et Danielle Labbé

[Melissa.Douyon@ucs.inrs.ca](mailto:Melissa.Douyon@ucs.inrs.ca)

Depuis la conférence Habitat II en 1996, l'approche femmes et villes, un ensemble d'idées et de pratiques qui visent à intervenir sur l'environnement urbain en prenant en compte les différences entre les hommes et les femmes, a intégré le discours de différents acteurs, dont de nombreuses organisations internationales (Michaud, 1997 ; Biarrotte, 2017). Le discours sur cette approche circule d'autant plus à l'international depuis que les organisations internationales prennent de plus en plus acte de l'urbanisation rapide des pays du Sud Global en réorientant leur travail vers les villes (Clerc, 2005 : 183). En parallèle, une préoccupation grandissante pour les enjeux de genre résulte de l'impulsion des mouvements féministes qui militent, notamment au sein de forums internationaux, pour une prise en compte de ces enjeux dans la manière dont les villes sont planifiées (Gabizon, 2016). On observe aujourd'hui ce qu'on pourrait appeler un « urban gender agenda » (Chant et McIlwaine, 2015 : 14) qui s'incarne, notamment, dans des cadres normatifs internationaux comme les Objectifs de Développement Durable (ODD) et le Nouveau Programme pour les Villes (NPV) (Moser, 2017 : 225). Le discours sur l'approche femmes et villes qui circule à l'international est aussi présent au Vietnam depuis plusieurs années.

L'adoption de ce discours international au Vietnam se fait dans un contexte où l'État, incarné par le Parti communiste vietnamien, est autoritaire et la gouvernance très centralisée. Le Vietnam possède également depuis son indépendance un cadre juridique et politique bien développé en matière de droits des femmes (Wells, 2005 : 4). Outre de nombreuses politiques publiques, une

série d'institutions sont chargées de cette question à tous les paliers gouvernementaux, dont l'Union des Femmes du Vietnam (UFV), un organe officiel du Parti qui se déploie du gouvernement central à la plus petite échelle administrative du pays (Waibel et Glück, 2013 : 344). Il s'agit donc d'un contexte politique particulier, mais dont les spécificités en termes de gouvernance permettent d'éclaircir le rôle de l'État dans la circulation internationale du discours sur l'approche femmes et villes.

Pour interroger ces dynamiques, cette recherche vise à répondre à la question suivante : comment est-ce que le discours international sur l'approche femmes et villes prend-il forme au Vietnam ? Plus spécifiquement, je cherche à étudier à quoi consiste ce discours international, quels pratiques s'inscrivent dans ce discours au Vietnam et comment le contexte politique et social influence l'adoption et l'adaptation de ce discours au Vietnam.

Cette recherche sur le cas vietnamien contribue aux travaux sur les circulations de politiques urbaines et sur la diffusion internationale du discours d'égalité de genre. Ces corpus théoriques ont tendance à négliger le rôle de l'État. La recherche sur les circulations de politiques met en valeur l'agentivité des acteurs locaux, mais aborde l'État comme un « institutional backdrop » (Bok et Coe, 2017 : 52). L'étude des circulations du discours d'égalité de genre valorise, quant à elle, le rôle des organisations internationales et féministes dans la diffusion et l'adoption de ce discours, mais sous-estime l'influence de l'État dans ces dynamiques (Thomson, 2017 : 92). Or, le cas du Vietnam permet justement d'interroger le rôle de l'État dans ces circulations.

La recherche prend la forme d'une étude de cas. Elle s'appuie sur une stratégie de recherche qualitative afin d'avoir accès à la manière dont les acteurs impliqués dans la circulation de l'approche femmes et villes au Vietnam connaissent, interprètent et mettent en application cette approche. Pour collecter ces données, j'ai réalisé 26 entretiens avec des personnes qui travaillent au sein d'organisations internationales, d'organisations de la société civile vietnamienne et au sein du gouvernement vietnamien en 2018 et 2019. J'ai également effectué une analyse documentaire de 48 publications qui portent le discours international

sur l'approche femmes et villes et de 129 publications en lien avec l'écosystème de pratiques femmes et villes au Vietnam. Enfin, une revue de presse a été réalisée à partir d'un corpus de 311 articles provenant de neuf publications vietnamiennes. Toutes ces données ont fait l'objet d'une analyse de contenu transversale et triangulaire. Elles permettent, dans un premier temps, de caractériser le discours international sur l'approche femmes et villes et, dans un deuxième temps, d'identifier les diverses manières dont ce discours prend forme au Vietnam autant au niveau des pratiques que des discours.

Le discours international sur l'approche femmes et villes a évolué en plusieurs étapes depuis ses prémises au milieu des années 1970 jusqu'à son renforcement au milieu des années 2010 avec l'adoption des ODD et du NPV. À travers cet historique, les principales idées associées à cette approche évoluent peu, mais diffèrent légèrement d'un type d'acteur à l'autre. La circulation internationale de l'approche peut être attribuée à une quinzaine d'acteurs clés qui proviennent de différents horizons : des agences de l'ONU, des associations de gouvernements locaux, des institutions financières internationales (IFI), des ONG et des villes. Toutes ces organisations se saisissent et participent à la circulation de l'approche femmes et villes de différentes manières, mais il s'agit d'un réseau transnational d'acteurs qui travaillent de concert. Au cœur du réseau se trouvent les agences de l'ONU et certaines ONG qui sont reconnues comme des leaders de l'approche. C'est toutefois l'ensemble des acteurs qui participent à faire circuler ce discours à travers le monde grâce à différents mécanismes : base de données, documentation, événements, prix, concours, déclarations et chartes. Certains mécanismes sont utilisés dans le but de partager des connaissances, tandis que d'autres sont utilisés afin de construire et diffuser une norme.

Au Vietnam, il y a plusieurs points d'entrée pour le discours international sur l'approche femmes et villes. On retrouve tout un écosystème de pratiques qui appliquent cette approche sur le terrain. Elles sont souvent liées entre elles, mais certaines semblent avoir plus d'impact que d'autres. L'État vietnamien côtoie notamment l'approche femmes et villes dans le cadre des ODD qui, toutefois, ont une influence limitée. En effet, dans le plan d'action vietnamien pour

l'implémentation des ODD, il n'y a rien qui concerne particulièrement les femmes par rapport à l'objectif urbain contrairement à ce que stipule les ODD. Cependant, certaines organisations internationales qui promeuvent l'approche femmes et villes au Vietnam mobilisent les ODD comme un argument pour influencer le gouvernement à adopter l'approche.

L'approche femmes et villes circule également par deux IFI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, qui financent de façon importante le développement urbain. Ces organisations intègrent la dimension de genre de façon transversale (par leur politique de *gender mainstreaming*) dans l'ensemble de leurs projets. Ainsi, l'intégration des enjeux de genre dans les projets urbains financés par les IFI fait partie des discussions avec les partenaires gouvernementaux dès le début car ce sont eux qui implémentent les projets sur le terrain. Par exemple, la Banque asiatique de développement demande qu'on s'assure que les femmes soient consultées dans le cadre de la construction de différents projets d'infrastructure.

L'approche femmes et villes prend aussi forme au Vietnam à travers trois programmes sur la sécurité des femmes dans les espaces publics qui sont implémentés dans les villes de Hanoi et Hô Chi Minh-Ville (HCMV) depuis 2013. Ces programmes multipays sont portés par deux organisations non gouvernementales internationales (Plan International et ActionAid) et une agence de l'ONU (ONU Femmes). Après avoir effectué des études qui mettent en lumière les enjeux des femmes en termes de sécurité dans l'espace urbain de ces villes, ces programmes participent à faire circuler l'approche femmes et ville au Vietnam par leurs différentes interventions, par exemple, en formant les responsables du transport public aux réalités des femmes et des filles qui sont victimes de harcèlement sexuel dans l'espace public.

Dans l'ensemble, le contexte politique et social a un effet structurant sur la l'adoption de l'approche femmes et villes au Vietnam. Du côté des facteurs locaux qui semblent favoriser l'adoption de l'approche, il y a l'urbanisation rapide et l'arrivée importante de femmes dans les grandes villes vietnamiennes. Cette dynamique semble constituer un enjeu de taille pour les autorités qui ont de la

difficulté à le gérer. Cette situation apparaît comme une conjoncture favorable pour l'approche femmes et villes. En effet, les organisations internationales qui promeuvent l'approche présentent leurs activités comme une solution à cette problématique.

Du côté des facteurs contextuels qui influencent la forme dont prend l'approche femmes et villes au Vietnam, il y a les contraintes du système politique vietnamien avec lesquelles les organisations internationales doivent composer. Par exemple, elles utilisent la gouvernance centralisée du Vietnam de façon stratégique dans leurs activités. Ainsi, elles adoptent une démarche verticale, c'est-à-dire qu'elles passent du bas (administration locale) vers le haut (gouvernement central) et vice-versa, pour influencer les politiques publiques. C'est d'ailleurs une influence qui s'appuie sur des relations interpersonnelles dans un système d'« autoritarisme négocié » (Gibert et Segard, 2015) qui repose sur « ubiquitous person-to-person negotiation » (Leaf, 1999 : 300).

Enfin, les acteurs qui font circuler l'approche femmes et villes au Vietnam tirent également avantage de la présence d'institutions locales responsables des enjeux de genre pour réaliser leur projet. Dans le système politique vietnamien, en plus de l'UFV qui défend les droits des femmes à tous les paliers gouvernementaux, chaque province (incluant les villes qui ont le statut de province comme Hanoï et HCMV) doit avoir un Comité pour l'avancement des femmes formé de membres de différents secteurs du gouvernement local. Pour les organisations internationales, collaborer avec ces instances facilite l'accès aux autorités locales et à des secteurs du gouvernement local qui serait difficile d'accès autrement. Or, les dispositifs responsables des droits des femmes hérités de la structure institutionnelle communiste participent à façonner inégalement l'adoption locale de l'approche femmes et villes selon les partenariats.

En somme, l'État vietnamien s'avère être incontournable et mitige grandement le travail des organisations internationales qui cherchent à appliquer l'approche femmes et villes sur le terrain.

## **Bibliographie :**

Biarrotte, L. (2017). Féminismes et aménagement : influences et ambiguïtés  
La diffusion internationale d'initiatives d'urbanisme dédiées à l'émancipation  
des femmes. *Les annales de la recherche urbaine*, 112, 26-35.

Bok, R., & Coe, N. M. (2017). Geographies of policy knowledge: The state and  
corporate dimensions of contemporary policy mobilities. *Cities*, 63, 51-57.  
doi:10.1016/j.cities.2017.01.001

Chant, S., & McIlwaine, C. (2015). *Cities, slums and gender in the Global South:  
Towards a feminised urban future*. Londres et New York: Routledge.

Clerc, V. (2005). Les politiques de résorption de l'habitat informel à Phom Penh.  
Influence des organisations iternationales et contradictions de l'action publique.  
*Géocarrefour*, 80(3), 183-196.

Gabizon, S. (2016). Women's movements' engagement in the SDGs: lessons  
learned from the Women's Major Group. *Gender and Development*, 24(1), 99-  
110. doi:10.1080/13552074.2016.1145962

Gibert, M., & Segard, J. (2015). L'aménagement urbain au Vietnam, vecteur d'un  
autoritarisme négocié. *Justice spatiale, Spatial justice*, 8, 1-25.

Leaf, M. (1999). Vietnam's urban edge: the administration of urban development  
in Hanoi. *Third World Planning Review*, 21(3), 297.  
doi:10.3828/twpr.21.3.nh1m02558r675u1t

Michaud, A. (1997). Les femmes et la ville : un enjeu local, un enjeu mondial.  
*Recherches féministes*, 10(2), 181-191.

Moser, C. (2017). Gender transformation in a new global urban agenda:  
challenges for Habitat III and beyond. *Environment and Urbanization*, 29(1), 221-  
236. doi:10.1177/0956247816662573

Thomson, J. (2017). Thinking globally, acting locally? The women's sector,  
international human rights mechanisms and politics in Northern Ireland. *Politics*,  
37(1), 82-96. doi:10.1177/0263395716629973

Waibel, G., & Glück, S. (2013). More than 13 million: mass mobilisation and  
gender politics in the Vietnam Women's Union. *Gender & Development*, 21(2),  
343-361. doi:10.1080/13552074.2013.802148

Wells, M. (2005). *Viet Nam: Gender Situation Analysis*. Asian Development  
Bank.